

L'auto déclaration indigène au Mexique de 2000 à 2010, analyse contextuelle d'une dynamique identitaire

O. Barbary*

« La nation mexicaine a une composition pluriculturelle, basée originellement sur les peuples autochtones. La loi protégera et promouvra le développement de leurs langues, cultures, us et coutumes, ressources et formes spécifiques d'organisation sociale et garantira aux indigènes l'accès efficace à la juridiction de l'État. Dans les jugements et procès fonciers, leurs pratiques et coutumes juridiques seront prises en compte selon les prescriptions de la loi »
Constitution des États-Unis du Mexique, article 4 (traduit par Akuavi Adonon)

Au Mexique, après le soulèvement zapatiste de l'EZLN et la reconnaissance par le gouvernement de la diversité culturelle et ethnique, les milieux scientifiques ont fait évoluer leur vision de la question indigène et des processus de ségrégation spatiale et sociale qui la traversent. La modification, par l'appareil statistique d'État, des critères d'identification des indigènes, avec l'ajout de l'auto déclaration d'appartenance ethnique dans le recensement de 2000, puis culturelle dans celui de 2010, révèle leur poids réel (21,5 % de la population totale en 2015) et bouleverse l'analyse de leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques. Cet article propose, à partir des deux recensements, un bilan de cette dynamique d'affirmation identitaire dans les différents contextes régionaux où elle se produit et de ses déterminants sociaux, économiques et politiques. Il met en lumière sa diversité géographique et ethnique, l'importance des transitions sociodémographiques et migratoires dans le monde indigène et le rôle de la résurgence culturelle et politique qui le traverse dans l'histoire et la période contemporaine.

Introduction

Au Mexique, depuis 1983 et la structuration de l'EZLN¹ au Chiapas, s'ouvre une nouvelle ère de mobilisation des communautés indigènes pour l'amélioration de leurs conditions économiques, sociales et culturelles par des droits spécifiques comme l'éducation bilingue, la justice communautaire et les lois contre la discrimination. Dans le même temps s'instaurent avec les autorités locales, l'État et les organismes internationaux, des négociations qui aboutissent à diverses avancées administratives, politiques et constitutionnelles. Les plus significatives sont la ratification en 1990 par le gouvernement mexicain de la convention sur les peuples indigènes et autochtones de l'Organisation internationale du travail (OIT), suivie la même année par l'amendement de l'article 4 de la constitution. Cependant, comme l'ont souligné plusieurs auteurs (León Portilla, Shorris, 1994 ; Diaz Polanco, 2006 ; Adonon, 2008), cet amendement n'a pas débouché sur la construction de l'État inclusif attendu par les populations

indigènes. Non seulement il évacue les mesures sociales concrètes en limitant l'accès à la justice étatique aux aspects individuels, mais il fragilise le régime foncier appliqué aux terres indigènes. Durant les dix ans qui séparent l'amendement de 1990 et celui de 2001, se développe un débat national sur la question indigène avec deux moments forts : le soulèvement de l'EZLN en 1994 contre l'entrée en vigueur du traité Nafta (*North American Free Trade Agreement*) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, suivi des accords de San Andrés, et la marche indigène avant l'élection présidentielle de 2000, partie du Chiapas pour se conclure à Mexico et peser sur la réforme constitutionnelle. On ne peut pas nier que cette réforme constitue un progrès par rapport aux textes qui ignoraient le fait indigène. Des droits nouveaux leur sont reconnus mais certainement très insuffisants pour accéder à une organisation étatique véritablement nouvelle.

Mais la dynamique politique indigène ne se limite pas au domaine constitutionnel ni au mouvement néo zapatiste. Elle se manifeste aussi par des mobilisations sociales et

¹ *Ejército Zapatista de Liberación Nacional (Armée zapatiste de libération nationale).*

* Olivier Barbary est chargé de recherche à l'Institut de recherche du développement (IRD) UMR 151 (Laboratoire Population Environnement Développement) olivier.barbary@ird.fr

syndicales et dans l'évolution de l'identité ethno-linguistique des populations. L'une de ces revendications, appuyée par les organismes internationaux, conduit en 2000 l'Institut national de statistique mexicain Inegi à inclure l'auto-déclaration d'appartenance ethnique dans le recensement.

Jusqu'à cette date en effet, seuls les locuteurs d'une langue indigène étaient recensés. Or, de 1930 à 1970, la proportion de locuteurs dans la population totale est passée de 16 % à 7,8 % et continue de baisser : 7,3 % en 2000 et 6,6 % en 2015. L'introduction de l'auto-déclaration en 2000 a fait remonter le total de population indigène (locutrice ou auto-déclarée) à 8,6 %. L'Inegi a donc maintenu les deux critères dans le recensement de 2010 où l'auto-déclaration explose, passant de 6,1 % en 2000 à 14,9 % en 2010. Il en résulte, compte tenu de la forte fécondité indigène, une croissance impressionnante de cette population : de 5,3 millions d'auto-déclarés en 2000 à 15,7 millions en 2010. Ces chiffres suffisent à montrer une véritable « refondation identitaire » des populations méso-américaines du pays, dont les enjeux politiques et sociaux sont considérables puisque la loi prévoit l'allocation de ressources financières spécifiques au développement de ces communautés. Au total, la population concernée, c'est à dire celle qui vit dans les ménages indigènes, est passée de 12,6 millions (13%) en 2000 à 21 millions (près de 19 %) en 2010.

Nous aborderons ici cette évolution sociologique en examinant, à l'aide d'outils statistiques appropriés, ses déterminants géographiques, démographiques, socio-économiques et politiques pour la situer dans les divers contextes où elle se déroule. Les facteurs attachés aux individus et aux caractéristiques des ménages ont fait l'objet de publications récentes sur lesquelles nous revenons. Le présent travail poursuit l'analyse à partir des mêmes variables (ou de variables proches) en tenant compte du contexte communautaire (dans le *municipio*²) et de celui plus général des différents États de la confédération. De plus, cette approche nous permet d'introduire dans les modèles la dimension politique à travers les comportements électoraux.

L'article comprend trois parties. La première présente les données statistiques et les principaux résultats établis par nos travaux antérieurs sur l'auto-déclaration, puis elle introduit les variables dépendantes et explicatives pour décrire la méthode d'analyse multi-niveaux de son évolution entre 2000 et 2010. La seconde section est consacrée à la progression de l'affirmation indigène selon les États et les grandes divisions régionales du pays et à ses explications historiques, socio-économiques et anthropologiques. Dans la dernière partie, nous construisons en trois étapes un modèle de régression complet pour expliquer le taux municipal d'auto-déclaration indigène en 2010. Nous introduisons son niveau en 2000 et le contexte ethno-linguistique afin de raisonner à égalité des déterminants déjà connus avant d'examiner ensuite l'effet des variables socio-économiques, démographiques et de comportement migratoire aux deux niveaux (municipes et États). Enfin les dynamiques

politiques sont abordées à travers les élections présidentielles de 2000 et 2012. Tout au long de l'article, le commentaire des résultats s'attache à relier les constats statistiques aux données socio-anthropologiques réunies par notre équipe de recherche ou par les auteurs mexicains ou étrangers.

Données et méthode

Les données : la question d'auto-déclaration et les résultats acquis

Lors du recensement de 2000, la question d'auto-déclaration d'appartenance indigène était : « (nom) est-elle (il) nahuatl, maya, zapotèque, mixtèque ou d'un autre groupe indigène ? ». Cette question était posée dans le questionnaire dit étendu, soumis à un échantillon de 5 % de la population, selon un plan de sondage stratifié au niveau municipal, représentatif de la population mexicaine. L'information recueillie y est beaucoup plus complète que dans le questionnaire général et permet une analyse fine des déterminants socio-économiques et culturels de l'auto-déclaration. Dans un article antérieur (Barbary, 2012), nous avons construit de nouvelles catégories d'identification des individus et des ménages à partir du croisement des questions linguistique et ethnique. Celles-ci permettent une étude détaillée des caractéristiques des ménages mexicains, indigènes et non indigènes, qui précise et enrichit le diagnostic sur l'inégalité sociale et la ségrégation ethnique. L'intérêt est aussi, en diversifiant l'identification des populations et les variables descriptives, de faire apparaître l'hétérogénéité socio-économique et culturelle du monde indigène contemporain ; un aspect beaucoup moins traité par les sciences sociales mexicaines, du moins dans les approches quantitatives.

En 2010, l'Inegi a modifié la question : « du point de vue de sa culture, [nom] se considère-t-elle (il) indigène ? ». On passe donc d'une appartenance essentialiste à des groupes ethniques historiques spécifiés (être Nahuatl, etc.), à une affiliation culturelle ressentie au monde indigène. Ce changement sémantique, qui explique d'ailleurs une partie du succès de la question, réclamait une analyse comparative des deux recensements. Qui sont les nouveaux indigènes auto-déclarés ? Le doublement de la population indigène s'accompagne-t-il de changements dans la position sociale de certains groupes de population ? À quels processus démographiques (urbanisation, migration, restructuration des ménages, etc.) et quelles stratégies d'insertion économique et d'affirmation culturelle renvoie ce phénomène ? Comment les politiques publiques, et plus généralement la société mexicaine, vont-elles répondre à ces enjeux nouveaux ? L'article publié dans la revue *Autrepart* (Barbary et Martínez Casas, 2016) propose une approche multidisciplinaire, combinant l'analyse statistique des données censitaires et l'étude linguistique et socio-anthropologique du phénomène pour apporter des éléments de réponse à ces questions (encadré 1).

² Les *municipes mexicains* sont la division administrative correspondant aux communes en France mais leurs territoires

sont en général bien plus étendus et peuvent inclure plusieurs « *localidades* » (localités).

Encadré 1 : Les axes principaux des analyses factorielles de correspondances (AFC) en 2000 et 2010

L'analyse factorielle des correspondances multiples (Benzécri, 1976), répétée à l'identique en 2000 et 2010, met en évidence les grandes structures de différenciation sociodémographique, économique, migratoire, etc. de l'ensemble des ménages mexicains aux deux dates (Barbary, 2012 ; Barbary et Martínez Casas, 2016).

Aux deux dates, la différenciation socio-économique (axe 1) domine largement la structure des données censitaires. Ce facteur explique la moitié environ de l'inertie totale et fournit la position des ménages dans l'échelle sociale, déterminée par des variables qui s'y rapportent directement (indice de condition sociale, catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, revenu et équipement des ménages) ou qui lui sont très corrélées (analphabétisme, climat éducatif du ménage et capital scolaire du chef de ménage (c.m.) du conjoint, condition de logement et promiscuité, accès aux services publics, etc.).

Le second facteur rend compte de la composition des ménages et de leur comportement démographique. Il explique 21 % de l'inertie en 2000 et 27 % en 2010. Trois catégories principales apparaissent : les ménages unipersonnels ; les ménages ayant une seule personne à leur tête, le plus souvent une femme, à fécondité modérée ; les ménages nucléaires complets, étendus ou composés, de taille plus importante et aux fécondités les plus élevées.

Durant cette décennie, la modification des conditions de vie des Mexicains – indigènes ou non – s'inscrit dans le contexte de la crise économique et sociale mondiale de 2008. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, celle-ci n'a pas entraîné d'accroissement de l'inégalité des revenus du travail, même si ceux du capital s'envolent. On assiste, au contraire, à une légère contraction (- 4,3 %) de l'écart de revenu médian entre les 10 % les plus pauvres et les plus riches. Pourtant, l'étendue du nuage de points le long du premier axe s'accroît entre 2000 et 2010 à cause de la progression des classes aisées vers la gauche tandis que les classes les plus pauvres ne bougent pas à droite. Grâce surtout au maintien des transferts sociaux par l'État, les classes populaires progressent vers le centre de l'axe, ce qui restreint l'espace occupé par les classes moyennes. Au total, l'inégalité socio-économique au sein de la majorité des ménages (classes populaires et moyennes) a diminué entre 2000 et 2010 : la part d'inertie expliquée par le premier facteur passe de 54 % à 46 %. Dans ce contexte, qu'en est-il des ménages indigènes ?

En 2000, l'analyse montre une corrélation forte entre la catégorie ethnolinguistique et la position sociale des ménages. Schématiquement, les ménages à l'identité ethnolinguistique la plus « traditionnelle » (monolingues déclarés) connaissent une extrême pauvreté due à leur exclusion économique, leur ségrégation spatiale et le

défaut d'accès à l'éducation, la santé, etc. Plus marqués par le métissage biologique et culturel, les ménages de locuteurs bilingues (autodéclarés ou non) occupent des positions plus variées, depuis les classes populaires jusqu'aux classes moyennes. Enfin, l'espace social des ménages de non-locuteurs auto déclarés s'étend à l'ensemble des classes moyennes jusqu'à la limite des classes aisées. En 2010, les ménages indigènes se sont sensiblement rapprochés des ménages non indigènes qui ne bougent pratiquement pas entre les deux dates. Mais cette diminution d'environ 30 % de l'écart entre les moyennes est principalement due à l'augmentation massive en 2010 des ménages non locuteurs autodéclarés, positionnés en haut de l'échelle sociale indigène, tandis que les ménages locuteurs monolingues, socialement très défavorisés, régressent fortement en nombre. La relation entre les caractéristiques ethnolinguistiques et la hiérarchie socio-économique demeure mais, tandis que les ménages locuteurs monolingues sont, plus encore qu'en 2000, cantonnés au plus bas de l'échelle sociale, et que les ménages locuteurs bilingues déclarés régressent légèrement au sein des classes populaires, les autres catégories connaissent des évolutions contrastées. Ascendantes pour les ménages bilingues non déclarés, ou descendantes pour les ménages non locuteurs déclarés, elles aboutissent à leur regroupement à l'intersection des classes populaires et moyennes.

Les modèles : régressions linéaires et logistique, modèles multi niveaux

Pour l'analyse que nous proposons ici, nous calculerons, à partir des données individuelles des recensements agrégées par municipale, trois taux municipaux en 2000 et 2010 :

- Le taux d'auto déclaration indigène dans la population de cinq ans et plus ($t_{1\ 2000}$ et $t_{1\ 2010}$) ;
- Le taux de locuteurs de langues indigènes (Ili) dans la population de cinq ans et plus ($t_{2\ 2000}$ et $t_{2\ 2010}$) ;
- Le taux d'auto déclaration dans la population indigène (locutrice et/ou auto déclarée) ($t_{3\ 2000}$ et $t_{3\ 2010}$).

En partant des modèles de régression linéaire à deux niveaux (municipales et États), nous ferons d'abord l'analyse géographique de la variation des taux municipaux d'auto déclaration entre les deux dates dans la population totale (t_1) et dans la population indigène (t_3)³. Deux types de modèles seront construits.

Les premiers (M1 et M3) sont des régressions ordinaires sur l'évolution des taux entre 2000 et 2010 ($t_{2010} - t_{2000}$). Ils permettent, grâce aux modèles vides (sans régresseurs), d'observer la variabilité géographique de la progression des taux en quantifiant la part de la variance entre les moyennes d'États dans la variance totale. Puis, lorsqu'on introduit le lieu de résidence, d'identifier les États dont les moyennes diffèrent significativement de la moyenne nationale. Nous

³L'évolution du taux de locuteurs dans la population totale (t_2), présente une variance très faible, tant au niveau municipal que pour les moyennes d'États. Nous n'en traiterons pas ici. Elle traduit l'érosion générale de la pratique des langues indigènes et

pointe les espaces de forte émigration et immigration indigène. Ceux-ci sont également identifiés par l'analyse de t_1 .

mentionnerons dans le commentaire des informations historiques, géographiques et ethnolinguistiques pertinentes pour apprécier les effets de contexte et suggérer les variables explicatives à retenir aux deux niveaux pour bâtir le modèle multi niveaux.

L'évolution de l'auto déclaration de 2000 à 2010

L'évolution des taux d'auto déclaration indigène dans la population totale (M1)

Le modèle vide a pour équation : $(t_{1\ 2010} - t_{1\ 2000})_{ij} = m_{0,0} + u_{0j} + e_{ij}$, où i est l'indice des municipes et j celui des États. Le tableau 3 (cf. annexes) donne la décomposition de la variance en variance inter État (13 %) et intra État (87 %). Il existe donc bien un effet de l'État sur l'évolution des taux mais celui-ci n'explique qu'une part réduite de la variance totale. Ce modèle permet aussi d'apprécier l'écart entre les moyennes d'États et la moyenne générale : son amplitude (u_{0j}) et sa significativité statistique ($\text{Pr} > |t|$).

Entre 2000 et 2010, la moyenne nationale d'auto déclaration indigène est passée de 18,7 % à 32,1 %, soit une progression générale de 13,4 points. Celle-ci est extrêmement variable selon les États. La moyenne des 32 États est de 12,5 %, avec des minima autour de 1,5 % dans deux États du nord (Nuevo León et Coahuila) et des valeurs maximales au sud : Campeche (17,1 %), Oaxaca (17 %), et surtout Yucatan (29,3 %). À l'intérieur des États, la variance entre municipe est encore plus forte. L'évolution de l'auto déclaration est donc une variable très hétéroscédastique pour laquelle un modèle multi niveaux est préférable à une régression ordinaire.

La constante du modèle ($m_{0,0}$) est estimée à 10,67 %. Un groupe de six États se distingue par des valeurs très au-dessus de la moyenne⁴. Pour les trois premiers, Yucatan (+ 26 %), Puebla (+ 24 %) et Oaxaca (+ 16 %), l'écart très fortement significatif⁵ est lié à l'importance et l'ancienneté du peuplement indigène, nous y reviendrons, mais il s'explique plus encore par sa meilleure insertion économique et sociale que dans d'autres États à forte population indigène comme le Chiapas, le Guerrero ou le Veracruz. Dans le Campeche (+ 19 %), Hidalgo (+ 18 %) et Morelos (+ 16 %), l'écart est très significatif pour Hidalgo, autour du seuil de 5 % pour les deux autres, et dans des contextes très contrastés : forte présence indigène dans les deux premiers États (resp. 13 % et 16 % de lli en 2000), beaucoup plus faible dans le Morelos (2 %).

À l'inverse, les États de Nuevo Leon (+ 3 %), Zacatecas (+ 3 %), Tamaulipas (+ 3 %), Coahuila (+ 3 %), Chihuahua (+ 6 %), Durango (+ 5 %), Sonora (+ 6 %), Jalisco (+ 7 %) présentent des progressions très inférieures à la moyenne, de manière très significative pour les quatre premiers, significative au seuil de 3 % dans le Chihuahua et aux seuils de 5 %, 6 % et 9 % pour les trois derniers. Ajoutons l'État

du Sinaloa (+ 5 %, significative au seuil de 13 %) pour compléter la grande région nord mexicaine, où la présence historique indigène est faible (de 0,1 % dans le Zacatecas à 3,4 % dans le Chihuahua) et surtout très ségréguée géographiquement et socio-économiquement. La notion de « régions de refuge » s'applique ici, telle qu'Aguirre Beltran la définit en 1967, comme l'isolement géographique et culturel et le sous-développement économique qui caractérisent à la fois les sociétés indigènes traditionnelles et leur domination politique et économique exercée depuis les villes centrales. Cette description, développée à partir du cas des Indiens Tzeltales et Tzotziles du Chiapas, demeure valide dans le nord du Mexique, où l'accumulation historique des pratiques de discrimination et de domination raciale et la faiblesse des mobilisations sociales et politiques des communautés indigènes (comparée à celles qui se produisent dans le sud-ouest du pays), expliquent la faible dynamique d'auto déclaration indigène.

L'évolution des taux d'auto déclaration dans la population indigène (M3)

Au sein de la population indigène et métisse, locutrice ou non, le taux municipal moyen d'auto déclaration est passé de 52,6 % en 2000 à 95,2 % en 2010, une progression de 42,6 points. Sa variance est près de trois fois celle du taux dans l'ensemble de la population. L'explication tient surtout au fait que t_3 varie de 0 à 100 alors que t_1 admet en général une borne supérieure bien plus faible : 32,1 % en moyenne nationale en 2010. Plus intéressant, la part de variance inter État atteint 25,8 % quand elle n'était que de 12,5 % dans le modèle M₁, attestant la plus forte hétérogénéité de la progression de l'auto déclaration au sein de la population indigène, d'où la pertinence de l'approche multi niveaux. Les augmentations les plus fortes (supérieures à 55 %) ont lieu au Tlaxcala, Guanajuato, Mexico, Jalisco et Durango ; les plus faibles (inférieures à 20 %) dans le Chihuahua, Baja California Sur, Nayarit, San Luis Potosi et, surtout, dans le Guerrero et le Oaxaca. Que nous dit le modèle sur l'importance de ces effets de contextes ?

Quatre États très urbanisés du centre du pays se signalent par des estimations record et très fortement significatives : Tlaxcala (72 %), Jalisco (71 %), Guanajuato (66 %) et Mexico (65 %). Notons également, même si le coefficient n'est significatif qu'au seuil de 15 %, la forte progression dans la métropole de Mexico (55 %). Viennent ensuite des progressions élevées très significatives dans le Michoacán (60 %), Puebla (58 %), Durango (63 %) et Querétaro (67 %). Enfin, dans l'Hidalgo (55 %) et le Tabasco (57 %), les écarts à la progression moyenne sont significatifs aux seuils de 2 % et 9 %.

Du côté des coefficients négatifs, les plus fortement significatifs concernent le Coahuila, le Oaxaca et le Nuevo León, où les progressions sont les plus faibles (respectivement 16, 18 et 25 %). Dans le Yucatan, le

⁴ Les u_{0j} indiqués dans le tableau sont les écarts, positifs ou négatifs, entre la moyenne estimée de l'État et la moyenne nationale. Dans le commentaire, nous donnons directement les valeurs de la progression dans l'État ($u_{0j} + 10,67$ %).

⁵ Nous parlerons de différence très fortement significative pour un risque d'erreur $P \leq 1/10.000$, et très significative pour $1/10.000 \leq P \leq 1$ % ; pour $1 \% \leq P \leq 10 \%$, nous donnerons le seuil exact.

Nayarit, le Zacatecas et le Tamaulipas, elles sont supérieures (entre 23 et 31 %) mais restent très significativement inférieures à la moyenne. Le Quintana Roo (28 %), le Chiapas (36 %) et le Guerrero (38 %) présentent des écarts négatifs à la moyenne significatifs aux seuils de 5 %, 3 % et 9 %.

La géographie de l'auto déclaration au sein de la population indigène est donc très différente de ce qu'elle est dans la population totale. Nous avons vu comment cette dernière est fortement liée à l'histoire du peuplement indigène ; schématiquement, au centre et au sud du pays, la forte présence des indigènes et leur meilleure intégration spatiale et socio-économique correspondent à des fortes progressions tandis qu'au nord, leur marginalité démographique, géographique et socio-économique restreint l'auto déclaration. D'autres facteurs gouvernent les variations de t_3 .

Les progressions faibles

Les plus faibles progressions, situées au nord et au sud du pays, obéissent à des logiques ethno-linguistiques, sociales et culturelles totalement opposées.

Au sud, dans les États du Guerrero, Oaxaca, Chiapas, Yucatan et Quintana Roo, elles ont lieu dans des sociétés locales fortement marquées par la présence indigène : en 2000, la proportion de t_3 dépassait 12 % dans les municipes du Guerrero, 20 % au Chiapas et Quintana Roo et 33 % au Yucatan et Oaxaca. Les identités ethno-linguistiques très fortes des peuples Mayas dans la péninsule du Yucatan, Tsotsils, Tseltals et Chols dans le Chiapas, Zapotèques, Mixtèques, Chinantecos, Mazatecos et Mixes dans le Oaxaca, Mixtèques et Nahuatls dans le Guerrero s'exprimaient, dès 2000, par des taux d'auto déclaration indigène très élevés, variant de 68,5 % dans le Yucatan à 88,1 % dans le Guerrero. En 2010, même si t_3 s'élève à plus de 95 % dans tous ces États, la progression liée à la nouvelle question d'appartenance culturelle est donc forcément limitée.

Au nord au contraire, les quatre États de l'est (Zacatecas, Tamaulipas, Nuevo León et Coahuila) sont les plus éloignés des zones de peuplement traditionnel indigènes, comme de leurs principales routes migratoires, souvent dirigées vers le nord-ouest du pays et la Californie. Avec moins de 4 % de population indigène (locutrice ou auto déclarée) ils forment, avec le Durango, la partie du pays où elle est la moins présente. La population des locuteurs progresse pourtant fortement dans le Nuevo León et le Zacatecas, principalement à cause de migrations, moins fortement dans Coahuila et elle stagne dans le Tamaulipas. Rappelons que le nombre de locuteurs régresse au contraire dans 20 des 32 États du pays, et que les progressions ont toutes lieu dans le nord, hormis pour le Chiapas et le Guerrero où l'isolement géographique restreint la migration et où la haute fécondité maintient la vitalité des langues vernaculaires. La population indigène et métisse des quatre États du nord-est, en majorité migrante et urbanisée (dans la métropole de Monterrey par exemple), cumule donc sa marginalité démographique, la ségrégation résidentielle et socio-économique avec l'éloignement de ses lieux d'origine et la rupture du lien social qui en résulte.

La montée de l'auto déclaration y demeure donc relativement faible.

Au centre du pays enfin, sa faible progression dans le Nayarit suit, malgré le poids très minoritaire des indigènes (moins de 10 %), les mécanismes décrits précédemment pour le sud. Dès 2000, la vitalité culturelle Huitchole et le fort sentiment identitaire qui l'accompagne avait produit un taux d'auto déclaration de 81 % dans la population indigène, presque aussi élevé que dans le Oaxaca et le Guerrero, ce qui laisse peu de marge pour sa progression en 2010. S'ajoute à cela une émigration importante des Huitchols vers le Nord du Jalisco, Guadalajara, le sud du Durango et du Zacatecas que ne remplace pas l'immigration vers les quelques zones de développement touristique de la côte.

Les progressions fortes

L'espace de plus forte progression de l'auto déclaration au sein des populations indigènes, quant à lui, est scindé en quatre régions aux caractéristiques géographiques, ethniques, et socio-économiques très différentes.

En premier lieu, les États très urbanisés et industrialisés du centre du pays (Puebla, Tlaxcala, Mexico et le District Fédéral, Hidalgo, Querétaro et Guanajuato) correspondent à l'aire traditionnelle de peuplement Nahuatl, Otomi et Mazahua, et accueillent aussi d'importantes communautés de migrants Mixteco, Mazateco, Chinanteco, originaires du Oaxaca et du Guerrero, et Huasteco de San Luis Potosi. Le processus de métissage biologique, linguistique et culturel, ancré historiquement et relancé depuis une cinquantaine d'années par l'urbanisation et les migrations (Lartigue et Quesnel coord., 2003), s'y conjugue avec des dynamiques sociales et politiques récentes (accès à internet, mouvement social alter mondialiste, évolution constitutionnelle et législative, renouveau culturel, etc.), pour faire émerger une identité indigène moins ethnique et plus socioculturelle, dont la reformulation de la question d'auto déclaration en 2010 permet l'expression massive.

À l'ouest de cette première région, dans le Michoacán et le Jalisco, les deux contextes sont différents. Le Michoacán, en majorité rural, est marqué par la présence des Purepechea dans toute sa partie montagneuse nord-occidentale. Grâce à leur vitalité linguistique et culturelle, ils forment le socle d'une communauté qui englobe bon nombre de paysans et artisans métis non locuteurs, et essaime par migration dans le centre du Jalisco jusqu'à Guadalajara. Au sud-est plus proche de l'État de Mexico, dans les villages et petites villes en plein essor démographique, c'est autour des migrants Otomi que l'auto déclaration indigène progresse. Sur la côte, enfin, le développement touristique attire des migrants Nahuatl tandis que les emplois industriels du port de Lazaro Cardenas drainent une migration Mixtèque depuis le Guerrero voisin. Dans l'État du Jalisco, malgré les migrations anciennes Purepechea et Huitchol du Nayarit, la présence indigène reste marginale. C'est la métropole de Guadalajara et les couloirs urbanisés le long des autoroutes qui traversent l'État qui concentrent les migrants plus récents, Nahuatl et Otomi. Dans ces contextes urbains de forte ségrégation spatiale et de difficile insertion socio-économique, la plupart d'entre eux et *a fortiori* leurs

enfants ne se déclarent pas locuteurs et l'auto déclaration restait très faible en 2000. La forte progression en 2010 montre que ces communautés de migrants restent en réalité très attachées à leurs identités culturelles.

Le troisième espace se réduit au Durango, seul État du nord où la progression est significativement supérieure à la moyenne nationale. Comme dans l'ensemble du Mexique septentrional, la présence indigène est marginale dans la population totale (3,5 % en 2010). Historiquement, elle était concentrée à l'extrême sud de l'État, dans le grand municipio de Mezquital (72 % de la population totale), toujours peuplé majoritairement en 2010 de locuteurs Tepehuas au nord et au centre de la Sierra Madre, Huichols au sud, à la frontière avec le Nayarit, le Jalisco et le désert du Zacatecas, et Mexicaneros de langue Nahuatl dans le centre. Mais, comme dans le Jalisco, la progression de l'auto déclaration a lieu dans les grandes villes – la métropole régionale de Durango et la conurbation de Torreon, Gomez Palacio et Lerdo, à la frontière du Coahuila – ainsi que dans les villes de 10 000 à 30 000 habitants réparties le long des axes routiers importants. Le constat est le même que dans les contextes urbains décrits précédemment : auto déclaration quasi systématique des locuteurs, presque tous bilingues, et explosion de l'auto déclaration chez les non locuteurs. Mais à l'inverse de « l'invisibilité indigène » régnant dans le nord du pays, au Durango, les progrès de l'éducation multiculturelle bilingue autour de Mezquital ont une répercussion psychosociologique forte dans les lieux de migration indigène de l'ensemble de l'État.

Enfin, au sud du pays, l'État du Tabasco constitue un espace intermédiaire entre le monde Maya à l'est, les ethnies du Chiapas au sud et le peuplement Nahuatl du Sud Veracruz à l'ouest. Le peuplement indigène y est faible comparé aux États voisins (moins de 4,2 % de Ili en 2000, 2,3 % en 2010). Le développement économique récent dans les secteurs pétrolier (25 % de la production nationale en 2013), touristique (réserves écologiques) et agro-industriel (cacao, banane, huile de palme, agrumes, etc.), attire un important flux migratoire depuis tout le sud mexicain, dont une grosse part est d'origine indigène : Maya de la péninsule du Yucatan, Chol, Tsotsil, Tseltal du Chiapas, Nahuatl du sud Veracruz, Zapotèque du Oaxaca. En moyenne municipale, l'auto déclaration est passée de 2,5 % à 10 % dans la population totale et de 53 % à 98 % dans la population indigène.

Un modèle complet du taux municipal d'auto déclaration indigène en 2010

Dans les sections précédentes nous avons décrit les facteurs géographiques et historiques qui modulent les variations de l'auto déclaration indigène au sein d'un espace ethnique et culturel très différencié et segmenté par les inégalités

⁶Ce qui confirme la pertinence de l'IDH comme indicateur socio-économique synthétique. Il n'y a donc pas d'inconvénient à utiliser cette statistique facilement disponible plutôt que

régionales du développement. Nous allons maintenant examiner plus finement ses déterminants socio-économiques, démographiques, le rôle des migrations et de la dynamique politique, en contrôlant ces différents contextes sociolinguistiques.

On cherche donc à construire un modèle complet pour étudier la dépendance de t_1 en 2010 en fonction de sa valeur en 2000 et des facteurs démographiques, socio-économiques et politiques, au niveau des municipes et du contexte des États. Ce modèle permet d'analyser finement les déterminants endogènes et contextuels de la progression de l'auto déclaration entre les deux dates.

Intégrer les effets de contextes et construire un modèle simple

D'après la matrice de corrélation des variables au niveau municipal, 19 d'entre elles sont susceptibles d'avoir des effets sur l'auto déclaration indigène en 2010, mais avec des coefficients de corrélation (R^2) très variables.

Il importe d'abord de raisonner à niveaux d'auto déclaration et à contextes ethnolinguistique égaux en 2000 en introduisant :

- Le taux d'auto déclaration en 2000 au niveau municipal ($t_{1\ 2000}$) et sa moyenne par État ($Mt_{1\ 2000}$), avec respectivement, $R^2 = 0,83$ et $R^2 = 0,64$;

- Le taux de Ili en 2000 ($t_{2\ 2000}$) avec $R^2 = 0,87$.

Quatre variables résument ensuite les déterminants socio-économiques et démographiques :

- La coordonnée du municipe sur le premier axe factoriel de l'AFC des ménages (Csocioéco₂₀₀₀, voir Barbary, 2012 : 8-14) qui fournit l'indicateur synthétique de la condition socio-économique moyenne dans le municipe et l'État ($R^2 = 0,63$ dans les deux cas) et s'interprète comme l'Indice de développement humain (IDH) (Sen, 1976 et 2003), auquel il est d'ailleurs très corrélé ($R^2 = 0,91$)⁶ ;

- La différence des coordonnées de 2000 et 2010 sur le second axe de l'AFC (Evoldemo, $R^2 = 0,56$). Elle fournit l'indicateur de l'évolution de la composition des ménages du municipe et de l'État : plus elle est positive et plus les ménages unipersonnels ou de taille réduite, ceux dirigés par des femmes ou des personnes âgées sont fréquents ; les valeurs négatives au contraire signalent le poids des ménages de grande taille, nucléaires complets, étendus ou composés ;

- Et les deux « taux d'immigration durée de vie à l'extérieur de l'Etat » (proportions de population du municipe ou de l'État née à l'extérieur de l'État) en 2010 : $Tmigr_{2010}$ et $Mtmigr_{2010}$ ($R^2 = -0,35$ dans les deux cas).

Enfin quatre variables introduisent les données politiques les plus corrélées à l'auto déclaration :

- L'évolution de la participation aux élections présidentielles entre 2000 et 2012⁷, $Evolpart$ ($R^2 = 0,22$) et $MEvolpart$ ($R^2 = 0,35$) ;

⁶l'indicateur complet construit à partir de l'AFC pour des analyses plus fines.

⁷Il peut sembler curieux d'intégrer au modèle un événement politique postérieur à l'auto déclaration en 2010, mais c'est

- L'évolution du score du PRI entre ces deux élections, EvolPRI ($R^2 = -0,37$) et MEvolPRI ($R^2 = -0,47$) ;

- Le score de la droite en 2000, Droite₂₀₀₀ ($R^2 = -0,43$) et MDroite₂₀₀₀ ($R^2 = -0,36$) ;

- Le score de la gauche en 2012, Gauche₂₀₁₂ ($R^2 = 0,30$) et MGauche₂₀₁₂ ($R^2 = 0,33$).

Les intervalles de variation de ces régresseurs étant très disparates, nous les introduisons sous leur forme centrée (moyenne nulle). D'autre part, pour éviter les problèmes de multicollinéarité, nous avons supprimé les variables du niveau (municipales ou États) où l'on observait des R^2 supérieurs à 0,8⁸. On procède ensuite à une première estimation du modèle complet, où certains coefficients s'avèrent non significatifs ; les variables correspondantes sont alors retirées⁹. Les régresseurs finalement retenus

(tous significatifs au seuil de 1/10 000) sont consignés dans le tableau 1.

Afin d'évaluer l'effet de chaque variable et de parvenir à un modèle à la fois efficace et parcimonieux, on procède à l'estimation de modèles à constantes aléatoires et pentes fixes (Bressoux, 2010 : 295-301), depuis le modèle vide (M_0 pour l'analyse de la variance), en introduisant successivement les variables explicatives jusqu'au modèle complet (tableau 2, cf. annexes). À partir de l'examen des gains de variance expliquée, de l'évolution du critère d'information bayésienne, des coefficients du modèle et de leur significativité, le choix d'un modèle à 8 variables s'impose. Enfin, pour conclure, on estime le modèle le mieux ajusté aux données avec des constantes et des pentes aléatoires (*Ibid.* : 302-310)¹⁰.

Tableau 1

Régresseur du modèle multi niveaux

Niveau Municipales			Niveau États		
Variables	R ² avec t ₁ 2010	Pr > t	Variables	R ² avec t ₁ 2010	Pr > t
t ₁ 2000	0,83	<.0001	Mt ₂ 2000	0,66	<.0001
Csocioeco 2000	-0,63	<.0001	MEvoldemo	0,50	<.0001
Evoidemo	-0,56	<.0001	MTimigrtlv 2010	-0,35	<.0001
Timigrtlv 2010	-0,35	<.0001			
Evolparticip 2000 2012	0,22	<.0001			
Gauche 2012	0,30	<.0001			

Contrôler les effets de contextes « évidents »

Dans le tableau 4 (cf. annexes) figurent, après la colonne du modèle vide, huit colonnes pour les modèles intégrant les variables l'une après l'autre. On peut ainsi évaluer l'effet de chacune d'elles et suivre l'évolution des parts de variance inter et intra État expliquées.

Le modèle vide fournit la répartition de la variance de t₁ en 2010 entre variance inter État (35 %) et variance intra État (65 %). Pour l'analyse de l'auto déclaration indigène en 2010, la part désormais importante de la variance inter impose une approche multi niveaux.

La première variable explicative introduite est le taux en 2000 au niveau municipal. Comme on pouvait s'y attendre, l'effet sur le même taux en 2010 est positif (0,8) et très fortement significatif. Elle explique environ 62 % de la variance totale, 76 % de la variance inter et 55 % de la variance à l'intérieur des États. Dans le modèle suivant on introduit le contexte ethnolinguistique de l'État (proportion de locuteurs dans la population totale en 2000). Logiquement encore, le coefficient est très positif (80,3) et très fortement significatif. Il ne s'exerce que sur la variance inter État qui est maintenant expliquée à 93 %, soit une progression de 17 % par rapport au premier modèle.

En moyenne donc, un écart de 10 % entre deux municipales du taux d'auto déclaration en 2000 se traduit, par une différence de 7,7 % en 2010. De plus, à taux égaux en 2000, un écart de 10 % entre deux États de la proportion de locuteurs, entraîne une progression de l'auto déclaration de 80 % en 2010. Cette première étape nous apprend, d'une part, que 68 % de la variance totale est due à ces deux variables et, d'autre part, qu'elles permettent de contrôler plus de 90 % de l'effet du contexte de l'État.

Ce résultat attendu traduit en fait l'histoire : histoire ancienne du peuplement indigène très hétérogène dans la fédération mexicaine et histoire récente de la première auto déclaration d'appartenance ethnique en 2000. Il s'accorde avec le schéma géographique et historique de division nord-sud évoqué ci-dessus (cf. « L'évolution de l'auto déclaration de 2000 à 2010 »), dans lequel les progressions fortes de l'auto déclaration ont lieu surtout dans les États du sud et du centre du pays où se trouvent les peuplements indigènes les plus nombreux et traditionnels. Cet effet contextuel pèse positivement sur l'auto déclaration dans ces États et négativement dans le nord. Mais comme vu *supra*, à l'intérieur des États (au niveau municipal), certains facteurs peuvent inverser le phénomène, comme lorsque l'auto déclaration ethnique a « fait le plein » en 2000 et stagne en 2010, malgré sa reformulation plus culturelle.

l'élection générale la plus proche et on peut faire l'hypothèse que les scores n'auraient pas varié énormément si l'élection s'était tenue avant le recensement, même si la gauche l'aurait peut-être emporté.

⁸Disparaissent alors :

- au niveau municipales, la variable t₂ 2000 (R^2 0,86 avec t₁ 2000) ;

- au niveau états les variables Mt₂ 2000 (R^2 0,98 avec Mt₁ 2000) et MCsocioéco 2000 (R^2 0,81 avec Mdroite 2000).

⁹Au niveau municipales, EvolPRI et Droite 2000; au niveau États, MEvolpart, MEvolPRI et Mgauche 2012.

¹⁰Cette démarche de spécification s'inspire de celle qu'expose l'auteur pour la régression multiple à un seul niveau (*ibid.* : 141-156), puis pour les modèles multi niveaux (*ibid.* : 325-336) à partir d'exemples en sociologie de l'éducation.

Socioéconomie et démographie de l'auto déclaration

On introduit ensuite la coordonnée socio-économique du municipe, issue de l'AFC des ménages en 2000¹¹. Elle est corrélée négativement à t_{2000} ($R^2 = -0,59$). Ce lien résume le long héritage de ségrégation géographique, sociale et économique des populations indigènes au Mexique (Barbary et Martinez, 2016) : les municipes à forte population indigène accusent un retard économique très marqué par rapport au reste du pays. Par rapport au modèle vide, le gain sur la variance expliquée est de 1,3 %, ce qui peut paraître modeste. Mais, comme on l'a dit, c'est plutôt le modèle précédent à deux variables qui sert de référence pour raisonner à contexte historique et linguistique égal. La performance du modèle progresse alors de 4,2 % grâce à une réduction de 6,4 % de la variance intra État. Le coefficient est négatif (-6,9) et très fortement significatif. En revanche, il n'y a pas d'effet des moyennes par État. Donc, à la baisse d'une unité¹² de la condition socio-économique moyenne des ménages du municipe correspond, de manière homogène sur l'ensemble du pays, une augmentation de l'auto déclaration indigène de 6,9 %.

Ce résultat est important car il contredit une thèse avancée par certains analystes selon laquelle la progression de l'auto déclaration indigène serait principalement située dans les classes moyennes. C'est tout le contraire que l'on constate ici : l'évolution est certes générale dans l'ensemble de l'échelle sociale, mais elle est bien plus forte dans les municipes pauvres et les classes populaires. L'étude comparée des caractéristiques socio-économiques des ménages autodéclarés aux deux recensements montre que la plus forte progression de l'auto déclaration a lieu dans les ménages non locuteurs, souvent devenus urbains – soit par migration soit à cause de la croissance démographique dans leurs municipes de naissance, appartenant en majorité aux classes populaires du salariat ou du secteur informel. Grâce à ces nouveaux auto déclarés, l'appartenance indigène progresse fortement dans des municipes où elle était faible en 2000. C'est le cas aussi dans les villes, petites, moyennes ou grandes, et dans les régions rurales à forte croissance démographique et économique où le développement agroindustriel ou touristique attire la migration.

La variable suivante est l'évolution entre 2000 et 2010 de la composition démographique des ménages, en moyenne municipale et par État¹³. Le coefficient est positif (13,3) et très fortement significatif au niveau municipal mais pas pour la moyenne par État. Par rapport au modèle précédent, la variance totale expliquée augmente de 1,5 %, en quasi-totalité à cause de sa réduction interne aux États. Une progression d'une unité le long de cet axe coïncide en moyenne avec une augmentation de 13,3 % de l'auto déclaration en 2010. Un nouveau résultat intéressant. D'une part, on sort ici des déterminations attendues de

l'auto déclaration par les facteurs géo- historiques et socio-économiques qui marquent depuis toujours l'identité indigène pour aborder son évolution récente. En effet, dans le modèle de l'auto déclaration en 2000, ce même coefficient avait une valeur négative (- 10,7) significative au seuil de 3 %. C'était donc dans les municipes où les ménages étaient les plus traditionnels (nucléaires complets, étendus ou composés) que l'auto déclaration ethnique s'affirmait le plus. En 2010 ce facteur est inversé. D'autre part, comme on va le voir avec le modèle suivant, cette évolution n'est pas, bien que cohérente avec l'effet des migrations, entièrement réductible à celles-ci.

L'introduction du « taux d'immigration durée de vie depuis l'extérieur de l'État » en 2010, municipal et par État, procure un gain d'explication de la variance (1,9 %), répartie en 14 % de la variance inter (qui s'était dégradée dans les deux modèles précédents) et 0,3 % de la variance intra. Le coefficient du taux municipal, positif (13,3), est fortement significatif tandis que celui des moyennes d'État, très négatif (- 22,2) est significatif au seuil de 5 %.

Donc, toutes choses égales par ailleurs et en particulier l'évolution de la composition des ménages, une augmentation de 1 % du taux d'immigration entre deux États produit une diminution de l'auto déclaration de 22,2 %. On peut voir ici le simple reflet de la corrélation importante entre le taux d'immigration et la coordonnée socio-économique de l'État ($R^2 = 0,68$), ce qui nous a fait exclure cette dernière du modèle. Comme mentionné *supra*, les taux d'auto déclaration indigène les plus forts ne s'observent pas dans les États les plus riches.

Mais ce résultat s'inverse au niveau des municipes d'un même État et, cette fois, il est valide à coordonnées socio-économiques égales. Le même écart d'une unité sur le taux d'immigrants entraîne une augmentation de 13,3 % de l'auto déclaration indigène dans le municipe accueillant le plus de migrants alors que dans le modèle en 2000, il n'avait pas d'effet significatif. Nous avons la confirmation d'une hypothèse issue à la fois de l'observation socio-anthropologique des communautés de migrants indigènes (Aguirre Beltran, 1973 ; Beaucage, 1987 ; Cifuentes, 1998 ; Conapo, 2001 ; Gros, 2000 ; Delaunay, 2005 ; Lavaud et Lestage, 2005) et de l'analyse sémantique de la nouvelle question d'auto déclaration culturelle indigène en 2010 (Barbary et Martínez Casas, 2016). La dynamique démographique et la migration des communautés paysannes indigènes vers les villes font grandir et évoluer, au travers de fortes recompositions spatiales, sociales et culturelles, ce que Martínez Casas (2002, 2007) et De la Peña (2004) ont appelé les « communautés morales » indigènes. Dans ce contexte, la variété des conditions de vie et des identités n'est plus réductible aux différences linguistiques et ethniques traditionnelles ; elle se produit et se modifie en relation avec les mécanismes d'organisation socio-économiques, culturels et politiques modernes. C'est pourquoi l'espace social de ces communautés – où se

¹¹ Pour la commodité de lecture, la variable introduite est l'opposée de cette coordonnée, de manière à retrouver en positif le haut de l'échelle sociale.

¹² C'est la distance qui sépare, dans l'AFC en 2000, les ménages du haut de la classe moyenne de ceux du milieu de la classe

populaire, ou encore ces derniers des ménages en situation de grande pauvreté.

¹³ Différence entre les coordonnées sur le deuxième axe des AFC en 2000 et 2010.

développent de nouvelles « compétences métisses » (Cunin, 2001) autour des nécessités de l'interaction sociale, de l'affirmation de la différence et de la négociation avec la société globale – constitue l'un des terreaux les plus favorables à l'explosion de l'auto déclaration en 2010.

Une dynamique politique

Le premier régresseur qui rend compte de la dimension politique du phénomène¹⁴ est le score de la Gauche à l'élection présidentielle de 2012¹⁵. L'explication de la variance progresse alors de 2,2 % (11,3 % pour la variance inter État et 1,5 % pour la variance intra). C'est donc, après la coordonnée socio-économique des municipales, la variable la plus explicative de l'auto déclaration indigène, lorsqu'on raisonne à taux 2000 et contexte ethnolinguistique constants. Son coefficient positif (15,3) est très fortement significatif avec un impact sur l'auto déclaration de + 15,3 % par point de progression de la gauche. L'effet existait déjà en 2000, mais moins fort (13,8) et surtout moins significatif (au seuil de 4 %). Ce résultat confirme l'une des hypothèses à l'origine de nos recherches sur l'auto déclaration en 2010 : contrairement à ce qu'on a pu dire, sa progression entre les deux recensements n'est pas due uniquement à la reformulation plus culturelle de la question. Des déterminants sociopolitiques puissants sont à l'œuvre, même si leur mesure par le vote de gauche est très imparfaite. Leur analyse requiert des recherches sociologiques spécifiques. Pour s'en tenir aux nouvelles mobilisations politiques (sans entrer dans le monde syndical et associatif), le soulèvement néo zapatiste de 1994 était réputé, dans le monde académique, avoir eu un impact sur l'auto déclaration ethnique en 2000 limité à la classe moyenne indigène ou métisse « instruite ». Entre 2000 et 2010 sont apparus, avec une forte participation indigène, des mouvements sociaux idéologiquement proches du zapatisme¹⁶, comme *La Otra Campaña* et l'APPO (*Asociación Popular de los Pueblos de Oaxaca*). Au-delà de leurs succès, variables mais parfois concrets, la mobilisation et l'élan de sympathie qu'ils provoquent ont un impact bien au-delà des régions concernées, qui dépasse les locuteurs de langues indigènes et les classes moyennes réputées « informées » et s'étend largement à des populations non locutrices de toutes conditions sociales.

On obtient une preuve supplémentaire que ces dynamiques politiques récentes ne passent que très partiellement par la voie électorale lorsqu'on introduit deux autres variables : l'évolution de la participation aux élections et l'évolution du vote pour le PRI entre 2000 et 2012. Elles n'apportent qu'un gain marginal à l'explication de la variance (+ 0,3 %). Le coefficient de la première variable est positif (10,3) mais n'est significatif qu'au seuil de 4 % tandis que l'effet de la seconde ne l'est pas. Nous ne retiendrons pas ces deux variables dans le modèle complet à huit variables. Ce modèle à pentes fixes explique 71,5 % de la variance totale

(94,2 % de la variance inter État et 59,2 % de la variance intra).

Le meilleur modèle (dernière colonne du tableau 4, cf. annexes), est obtenu en considérant des droites de régression spécifiques à chaque État. Elles diffèrent par leurs intersections avec l'axe Y (progression moyenne estimée dans l'État) et par leurs pentes (corrélation linéaire entre la progression et les régresseurs). On explique alors 75,4 % de la variance totale : 93,7 % de la variance inter État et 65,4 % de la variance intra.

En 2000, il existait, sur la presque totalité du territoire, une forte corrélation au niveau municipal entre vote de gauche et taux d'auto déclaration indigène, corrélation que l'on retrouvait dans les moyennes par État. Schématiquement, la géographie électorale du pays suit sa grande division socio-économique entre le nord et le centre, où se concentre la majorité des ressources économiques et où le vote de gauche est minoritaire, et la métropole de Mexico et le sud pauvre où il est majoritaire. En 2010, ce qui frappe, hormis la progression massive et nationale du vote de gauche, c'est la stabilité de la division électorale du pays : la carte 1 (cf. annexes) des scores municipaux de la gauche en 2012 conserve, à quelques exceptions près, les frontières politiques mexicaines. À l'inverse, la carte 2 de l'auto déclaration indigène en 2010 est un bouleversement de celle de 2000.

En effet, la carte 3 (évolution de l'auto déclaration de 2000 à 2010) montre qu'en liaison avec l'intensification des migrations indigènes de longue distance, l'auto déclaration progresse partout, particulièrement selon deux axes qui partent du centre est du pays, au nord de l'État de Veracruz. Le premier parcourt le couloir central, d'abord en direction du sud-ouest, depuis les États de Puebla et Hidalgo jusqu'aux côtes du Guerrero, Michoacán et Colima, pour s'orienter ensuite au nord-est par le Jalisco, le Nayarit, le Sinaloa et le Durango, jusqu'aux États de Sonora et Chihuahua, et la frontière avec les États Unis. Le second descend les hauts plateaux centraux du pays jusqu'au Chiapas, puis s'oriente à l'Est vers la péninsule du Yucatan. En se généralisant à l'ensemble du territoire, la présence et l'auto déclaration indigène se déconnectent de la carte électorale du pays et des scores moyens de la gauche, ce qui explique l'inversion de l'effet de cette variable entre les deux recensements. Désormais l'auto déclaration devient plus forte, toutes choses égales par ailleurs, dans le centre et le nord, terres traditionnelles du PRI et de la droite, ce qui pourrait entraîner, à terme, le basculement à gauche de ces États. Cela étant, comme mentionné *supra*, les dynamiques politiques qui accompagnent l'auto déclaration indigène ne sont nullement réductibles au vote de gauche.

¹⁴ À notre connaissance, c'est la première introduction de ce type de variable dans une approche quantitative de l'identité indigène au Mexique.

¹⁵ La gauche était réunie autour de la candidature d'Andrés Manuel Lopez Obrador (ex maire de Mexico) sous l'appellation « Frente amplio progresista » qui réunit trois partis : le PRD

(Partido de la revolución democrática), le PT (Partido del trabajo) et le Movimiento ciudadano. Après une campagne très controversée, le candidat de gauche est arrivé second (31,59 %), battu par le candidat de droite (PAN), Enrique Peña Nieto (38,21 %).

¹⁶ Voir, pour le cas du Chiapas, Baronnet, Mora et Stahler-Sholk, 2011.

Conclusion

Au terme de l'analyse de l'auto déclaration des communautés indigènes du Mexique et de son évolution durant une période clef de leur mobilisation sociale et politique, nous obtenons quatre résultats principaux.

1. La montée de l'auto déclaration est un phénomène général mais particulièrement fort dans les classes populaires. Nous l'avons constaté lors des analyses au niveau individuel : la grande majorité de sa progression se situe dans le bas des classes moyennes et au sein des classes défavorisées (Barbary et Martínez Casas, 2016 : 13-22), tandis que, parallèlement, l'appartenance indigène est – avec le genre – le principal déterminant de l'inégalité des revenus (Barbary, 2020 : 317-330). Ici c'est l'effet du contexte résidentiel collectif qui est mesuré : l'auto déclaration progresse bien plus dans les municipes et surtout dans les États pauvres qu'ailleurs.

2. La corrélation de cette montée de l'appartenance culturelle indigène avec l'évolution des structures familiales vers les modalités « modernes » et urbaines : ménages nucléaires, ménages unipersonnels ou de petite taille souvent dirigés par des femmes.

3. Le rôle des migrations et l'effet d'entraînement communautaire : on s'autodéclare plus dans les États accueillant de nombreux migrants indigènes ; la corrélation est forte en 2010 alors qu'elle n'existait pas avec l'auto déclaration ethnique en 2000.

4. Le renforcement en 2010 du lien entre auto déclaration et vote de gauche établit l'existence de déterminants politiques importants dans la construction de l'identité socioculturelle indigène.

Le débat sur l'identité indigène en Amérique latine oscille entre deux paradigmes. D'un côté, le point de vue

essentialiste des anthropologues américanistes de la première moitié du 20^e siècle qui pose l'identité comme une réalité immanente, indépendante et déterminante à la fois des divers phénomènes culturels et sociaux qui traversent l'histoire de ces sociétés. C'est souvent sur lui que s'appuient les mouvements indigènes lorsqu'ils prônent une refondation culturelle de l'identité et sa traduction en revendications sociales et politiques. Sans délégitimer en rien ces luttes, beaucoup de recherches récentes insistent, au contraire, sur la relativité et la flexibilité des identités culturelles et proposent de remonter analytiquement le processus qui va de la politique à la construction identitaire et de celle-ci aux pratiques culturelles. La mise en place de l'auto déclaration ethnique dans les dispositifs d'enquête statistique nous y renvoie. À partir de ces questions, nous avons pu saisir et analyser l'identité produite par l'interaction des dynamiques d'affirmation propres à ces populations avec les évolutions démographiques, socio-économiques et politiques récentes.

En 2015, dans l'enquête intercensitaire de l'Inegi, la population autodéclarée indigène atteint 25,7 millions (soit 21,5 % du total) tandis que les locuteurs sont 7,8 millions (6,5 %), en régression de 0,8 % depuis 2000 mais en progression de 1,6 % depuis le recensement de 2010. L'identité indigène, pour variée et multiforme qu'elle soit, n'a jamais cessé d'être présente et affirmée dans l'histoire du pays. Mais sa résurgence depuis 2000, bien saisie par l'appareil statistique, débouche sur des enjeux économiques, sociaux et politiques de plus en plus importants. Nous avons tenté de montrer ici que cette nouvelle configuration identitaire doit être abordée en distinguant ses différentes dimensions démographique, socio-économique, culturelle et politique, et en se donnant les moyens de les analyser conjointement.

Références bibliographiques

Aguirre Beltran G. (1967), *Regiones de Refugio*, Instituto Indigenista Interamericano INI, Fondo de Cultura Económica, México, 1991, 376 p.

Aguirre Beltran G. (1973), *Teoría y práctica de la educación indígena*. Fondo de Cultura Económica, México, 1992, 216 p.

Akuavi A. (2008), « Le droit étatique mexicain et les populations indigènes: fonction de reconnaissance ou fonction d'intégration », *Droit et cultures* 56.

Barbary O. (2012), « Populations indigènes et inégalités sociales: une approche plurielle à partir du recensement mexicain de 2000 », *Statéco* n° 106, pp. 73-91 Insee, Afristat, Dial, Paris.

Barbary O. et Martínez Casas R. (2016), « L'explosion de l'auto déclaration indigène entre les recensements mexicains de 2000 et 2010 », *Autrepart* n° 74-75: 215-240 Paris.

Barbary O. (2020), *Face à la ségrégation: les identités noires et indiennes aujourd'hui en Colombie et au Mexique*, Editions Universitaire Européennes, 388 p.

Baronet B., Mora M. et Stahler-Sholk R. (2011), « Luchas 'muy otras': Zapatismo y autonomía en las comunidades indígenas de Chiapas ». UAM, CIESAS, UNACH, México, 580 p.

Beaucage P. (1987), « Démographie, culture, politique: la condition indienne au Mexique », *Anthropologie et Sociétés*, 11 (2): 13-31, Paris.

Bressoux P. (2010), *Modélisation statistique appliquée aux sciences sociales*, De Boeck, Bruxelles, 464 p.

- Cifuentes B. (1998)**, *Letras sobre voces: Multilingüismo a través de la historia*, CIESAS-INI, Mexico, 340 p.
- CONAPO (2001)**, « Évaluation de la population indigène mexicaine » dans *La population du Mexique au nouveau siècle*, Conseil National de la Population, Mexico.
- Cunin E. (2001)**, « La compétence métisse. Chicago sous les tropiques ou les vertus heuristiques du métissage », *Sociétés contemporaines*, n° 43, p. 7-30.
- Delaunay D. (2005)**, «Análisis individual y contextual en la identificación de los pueblos indígenas de México (1990-2000)», communication au séminaire “Pueblos indígenas y afrodescendientes de América Latina y el Caribe: relevancia y pertinencia de la información sociodemográfica para políticas y programas”, CEPAL, Santiago de Chile, 17 p.
- Díaz-Polanco H. (2006)**, *Elogio de la diversidad: Globalización, multiculturalismo y etnofagia*, Siglo XXI Editores, Mexico, 224 p.
- Gros C. (2000)**, *Políticas de la etnicidad: identidad, Estado y modernidad*, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, Bogotá, 216 p.
- Lartigue F. et Quesnel A. (2003)**, *Las dinámicas de la población indígena, cuestiones y debates actuales en México*, Ciesas, Ird, Miguel Ángel Porrúa eds., México, 470 p.
- Lavaud J.P. et Lestage F. (2005)**, « Compter les indiens: Bolivie, États-Unis, Mexique », *L'Année Sociologique*, vol 55, n°2, p. 487-520.
- León Portilla M. et Shorris E. (1994)**, *Antigua y nueva palabra: una antología de la literatura mesoamericana, desde los tiempos precolombinos hasta el presente*, Aguilar, México, 2004, 929 p.
- Martínez Casas R. (2002)**, «La comunidad moral como comunidad de significados: el caso de la migración otomí en la ciudad de Guadalajara», *Alteridades*, Vol. 23, p. 125-139.
- Martínez-Casas, R. et De la Peña, G. (2004)**, «Migrantes y comunidades morales: resignificación, etnicidad y redes sociales en Guadalajara», *Revista de Antropología social de la Universidad Complutense de Madrid*. N°13, Madrid, p. 217-251.
- Martínez Casas R. (2007)**, *Vivir invisibles. La resignificación cultural entre los otomíes urbanos de Guadalajara*, Publications de la Casa Chata CIESAS, Mexico D.F, 290p.
- Sen A.K. (2003)**, « L'indice de développement humain », *Revue du MAUSS* n° 21, p. 259-260.
- Sen A.K. (1976)**, «Real national income», *Review of Economic Studies*, vol. 43. p. 19-39.

Annexes

Tableau 2

Modalités des variables explicatives et catégories de référence

Variables	Modalités et catégories de référence	
	Différenciation socio-économique	
Niveau d'éducation 7 modalités	<i>non scolarisé (référence)</i> Primaire Secondaire sans Bac Bac ou niveau Bac	Etudes supérieures courtes ou techniques (≤Bac + 4) Etudes supérieures longues Non specif.
Catégorie socioprofessionnelle 22 modalités	<i>Tâches domestiques (référence)</i> Recherche emploi ou sans travail Inactifs - étudiants, retraités, incapacité de trav Secteur agric élev pêche – trav indép ou trav fam nr Secteur agric élev pêche – journaliers et péon Secteur manuf, transp, serv - journaliers et péon Travailleurs des serv domest, aux pers et de sécurité Secteur agric élev pêche – employ, ouvr, Patron Commerçants - trav indép ou trav fam sr Commerçants - employ, ouvr, journaliers et péon	Secteur agric mines BTP - ouvrier qualif et artisans Secteur commerce, transp, serv - ouvrier qualif et artisans Secteur manuf, transp, serv - patron Administration publique ou priv Technicien Professeurs et trav éducation Trav des arts, spectacles, sports Cadres supérieurs et prof libérales Directeurs secteurs public ou privé Patron du commerce Cso non specif.

	Secteur manuf, ouvrier qualif et artisans	
Revenus mensuels (Pesos mexicain 2000) 7 modalités en 2000, 10 modalités en 2010	Rpcm =0 Rpcm]0-400] Rpcm]400-800] <i>Rpcm]800-1600] (référence)</i> Rpcm]1600-3200] Rpcm]3200 &+ Rpcm n. sp.	
Caractéristiques démographiques		
Classes d'âge 5 modalités	0-24 25-34 35-44 45-59 <i>60 &+ (référence)</i>	
Sexe 2 modalités	<i>Homme (référence)</i> Femme	
Lien de parenté avec le chef de ménage 9 modalités	<i>Chef de ménage (référence)</i> Conjoint Descendants Génération 1 Descendants Gen. 2 Ascendants Gen. 1 & 2	Collatéraux Autres Parents Sans lien de parenté non specif.
Statuts migratoires		
Statut migratoire sur la durée de vie 6 modalités	<i>Né dans l'État de résidence (référence)</i> Migrant durée de vie même Région État limitrophe Migrant durée de vie même Région État non limitrophe	Migrant durée de vie autre Région Migrant durée de vie depuis l'étranger non specif.
Statut migratoire sur les cinq années précédant le recensement 6 modalités	<i>Né dans le municipe de résidence (référence)</i> Migrant sur 5 ans même État autre municipe Migrant sur 5 ans même Région État limitrophe Migrant sur 5 ans même Région État non limitrophe	Migrant sur 5 ans autre région Migrant sur 5 ans depuis l'étranger non specif.
Contextes géographique, ethnique et linguistique		
État de naissance 32 modalités	<i>distrito federal (référence)</i> Aguascalientes Baja california Baja california sur Campeche Coahuila Colima Chiapas Chihuahua Durango Guanajuato Guerrero Hidalgo Jalisco Mexico Michoacan	Morelos Nayarit Nuevo leon Oaxaca Puebla Queretaro Quintana roo San luis potosi Sinaloa Sonora Tabasco Tamaulipas Tlaxcala Veracruz Yucatan Zacatecas
État de résidence - 32 modalités	idem	idem
Langues parlées par les locuteurs indigènes	<i>Non locuteurs (référence)</i> Nahuatl Maya Zapotèque Otomi Mixtèque Totonèque Tzeltal Tzotzil	Mazatèque Mazahua Purepechea Chol Huastèque Mixe Tarahumara Chinantèque langue non specif.

Tableau 3

La variabilité de l'évolution de l'auto déclaration dans les États

M1 : Évolution du taux municipal d'auto déclaration indigène dans la population totale de 5 ans et plus entre 2000 et 2010				M3 : Évolution du taux municipal d'auto déclaration dans la population indigène (locutrice ou auto déclarée) de 5 ans et plus entre 2000 et 2010			
Modèles vides							
DifT ₁ =T _{1 2010} -T _{1 2000} , degrés de liberté : 2441 <i>DifT_{1 ij}= m_{0,0} + u_{0,j} + e_{ij}</i>				DifT ₃ =T _{3 2010} -T _{3 2000} , degrés de liberté : 2402 <i>DifT_{3 ij}= m_{0,0} + u_{0,j} + e_{ij}</i>			
	Variance	% de variance totale	Pr > t		Variance	% de variance totale	Pr > t
var inter États	44,5	12,5%	0,0004	var inter États	282,9	25,7%	0,0002
var intra État	310,0	87,4%	<0,0001	var intra État	814,8	74,2%	<.0001
Var totale	354,5	100%		Var totale	1097,7	100%	
constante	10,6		<0,0001	constante	45,2		
Modèles complets							
État (j)	Estimation des u _{0,j}	Valeur du test T de student	Pr > t	État (j)	Estimation des u _{0,j}	Valeur du test T de student	Pr > t
Effets positifs				Effets positifs			
YUCAT	15,7	7,6	<.0001	TLAXC	26,6	5,6	<.0001
PUEB	13,1	7,5	<.0001	JAL	25,9	6,5	<.0001
OAXA	5,6	3,8	0,0001	GUANAJ	20,8	4,1	<.0001
HIDAL	6,9	3,1	0,0018	MEX	20,0	5,0	<.0001
CAMPE	8,3	1,9	0,0491	MICHO	14,8	3,6	0,0002
MOREL	5,5	1,8	0,0624	PUEB	12,7	3,5	0,0005
Effets négatifs				Effets négatifs			
NLEON	-8,0	-3,1	0,0018	DURAN	17,8	3,3	0,0008
ZACAT	-7,5	-3,0	0,0026	QUERET	22,0	3,2	0,0012
TAMAUL	-7,9	-2,9	0,0037	HIDAL	9,5	2,2	0,0266
COAH	-7,9	-2,7	0,0053	TABASC	11,9	1,7	0,0846
CHIH	-5,1	-2,1	0,0297	Effets négatifs			
DURAN	-5,6	-1,9	0,0471	NLEON	-20,1	-3,97	<.0001
SONOR	-4,4	-1,9	0,0571	OAXA	-27,1	-8,14	<.0001
JAL	-3,3	-1,6	0,0929	COAH	-29,4	-5,23	<.0001
Effets non significatifs				YUCAT	-15,4	-3,76	0,0002
SINAL	-5,5	-1,5	0,13	NAYA	-21,9	-3,35	0,0008
CHIAP	2,8	1,4	0,15	ZACAT	-14,1	-2,86	0,0043
COLIMA	6,1	1,4	0,16	TAMAUL	-13,8	-2,62	0,0089
GUANAJ	-3,6	-1,3	0,17	CHIAP	-8,9	-2,22	0,0266
MICHO	2,6	1,3	0,19	QUINTRO	-17,2	-1,93	0,0536
				GUERO	-7,5	-1,70	0,0890
M1 : Évolution du taux municipal d'auto déclaration indigène dans la population totale de 5 ans et plus entre 2000 et 2010				M3 : Évolution du taux municipal d'auto déclaration dans la population indigène (locutrice ou auto déclarée) de 5 ans et plus entre 2000 et 2010			
AGUAS	-4,8	-1,1	0,25	Effets non significatifs			
VERAC	2,0	1,1	0,25	BCALS	-17,0	-1,65	0,10
DF	-4,2	-1,1	0,26	MOREL	8,7	1,57	0,12
TLAXC	2,5	1,0	0,29	DF	10,1	1,43	0,15
NAYA	-3,2	-0,9	0,35	SINAL	-9,2	-1,36	0,17
QUERET	2,5	0,6	0,49	VERAC	4,9	1,35	0,18
BCAL	-2,3	-0,4	0,65	CHIH	-4,1	-0,91	0,36
SLPOTO	0,9	0,3	0,71	COLIMA	5,6	0,67	0,50
BCALS	-1,8	-0,3	0,71	CAMPE	-5,2	-0,65	0,51
QUINTRO	1,0	0,2	0,83	SONOR	2,7	0,62	0,53
TABASC	-0,8	-0,2	0,83	SLPOTO	2,3	0,51	0,61
GUERO	0,3	0,1	0,89	BCAL	-3,9	-0,38	0,70
MEX	0,1	0,1	0,92	AGUAS	-1,5	-0,18	0,86

Tableau 4
Régression multi niveaux du taux d'auto déclaration indigène dans la population totale T₁2010

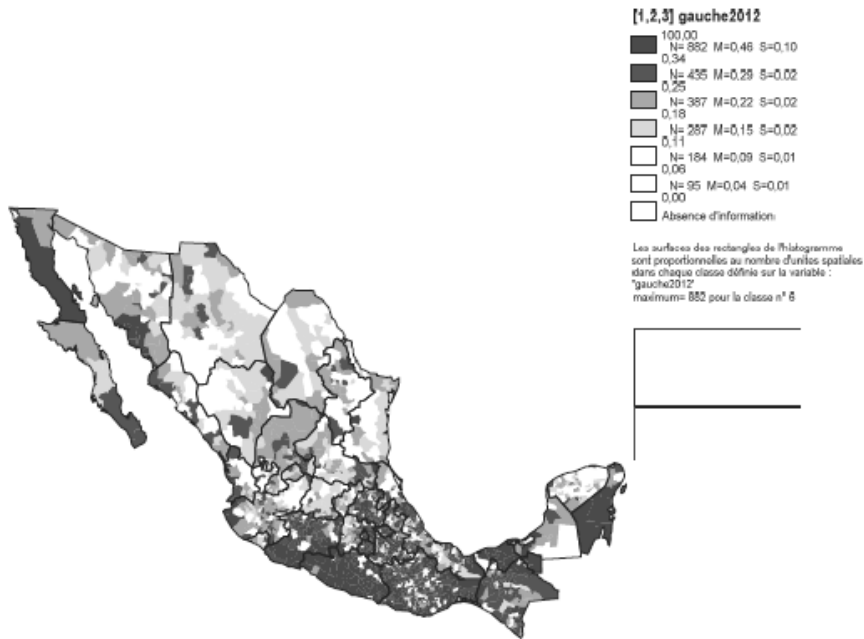
t ₁ 2010		modèle vide		t ₁ 2000			+ MEt ₂ 2000			+Csocioeco2000			+evoldemo + Meevoldemo			+timigrtlv2010 + METimigrtlv2010		
				modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe		
		Coeff	test	Coeff	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff	p-val	Var. exp. par le modèle
Variance	35,1%	340,8	<,0001	82,2	0,0002	75,9%	23,4	0,0017	93,1%	28,6	0,0014	91,6%	27,6	0,002	91,9%	22,6	0,001	93,4%
Variance	64,9%	630,0	<,0001	283,8	<,0001	54,9%	283,8	<,0001	55,0%	265,6	<,0001	57,8%	262,2	<,0001	58,4%	261,4	<,0001	58,5%
Variance	100,0%	970,9		366,0		62,3%	307,2		68,4%	294,2		69,7%	289,8		70,2%	284,0		70,7%
constante		20,0	<,0001	27,5	<,0001		33,0	<,0001		33,5	<,0001		33,4	<,0001		28,4	<,0001	
Variables		modèle vide		t ₁ 2000			+ MEt ₂ 2000			+Csocioeco2000			+evoldemo + Meevoldemo			+timigrtlv2010 + METimigrtlv2010		
niveau municipales	niveau États			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe		
t ₁ 2000				0,8	<,0001		0,8	<,0001		0,7	<,0001		0,7	<,0001		0,7	<,0001	
	Mt ₂ 2000						80,3	<,0001		61,7	<,0001		71,8	<,0001		87,9	<,0001	
Csocioeco										-8,6	<,0001		-6,9	<,0001		-6,3	<,0001	
Evolddemo													13,3	<,0001		13,9	<,0001	
Timigrtlv	MEvolddemo												-22,2	0,2015		-33,8	0,048	
	MTimigrtlv 2010															-12,8	0,0084	
"-2logV"		21094		19177		9,1%	19939		5,5%	19915		5,6%	19862		5,8%	18834		10,7%
AIC		21098		19181		9,1%	19943		5,5%	19919		5,6%	19866		5,8%	18838		10,7%
BIC		21101		19184		9,1%	19946		5,5%	19000		10,0%	19869		5,8%	18840		10,7%

Tableau 4 (suite)

Régression multi niveaux du taux d'auto déclaration indigène dans la population totale T₁2010

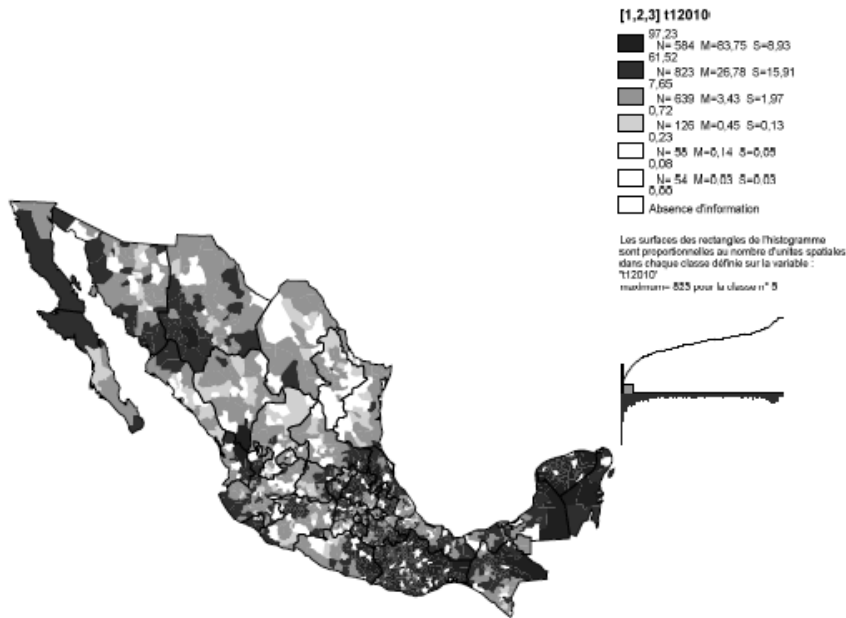
t ₁ 2010	+ gauche2012 (meilleur modèle, pentes fixes)			+ Evolparticip20002012			+EvolPRI20002012 (model complet)			Modèle complet (meilleur modèle, pentes aléatoires)			
	modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante aléa, pente fixe			modèle constante et pentes aléatoires			
	Coeff.	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff.	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff.	p-val	Var. exp. par le modèle	Coeff.	p-val	Var. exp. par le modèle	
Variance inter	35,1%	19,9	0,0013	94,2%	20,7	0,002	93,9%	21,4	0,003	93,7%	21,4		93,7%
Variance intra	64,9%	257,2	<,0001	59,2%	257,9	<,0001	59,1%	257,8	<,0001	59,1%	217,7	<,0001	65,4%
Variance totale	100%	277,1		71,5%	278,6		71,3%	279,2		71,2%	239,1		75,4%
Constante		28,3	<,0001		28,0	<,0001		28,0	<,0001		30,3	<,0001	
niveau municipales	niveau États												
t ₁ 2000		0,7	<,0001		0,7	<,0001		0,7	<,0001		1,0	<,0001	
	Mt ₂ 2000	90,4	<,0001		89,4	<,0001		89,3	<,0001		82,8	5E-04	
Csocioeco2000		-7,3	<,0001		-6,9	<,0001		-7,1	<,0001		-5,5	<,0001	
Evoldemo		13,1	<,0001		13,2	<,0001		13,2	<,0001		8,4	0,016	
	MEvoldemo	-46,0	0,0067		-46,4	0,007		-45,6	0,009		-48,2	0,026	
Timigrtlv 2010		-13,8	0,0045		-12,7	0,009		-12,8	0,008		-16,4	0,005	
	MTimigrtlv	38,0	0,0015		38,4	0,002		38,6	0,002		48,1	0,006	
Gauche 2012		15,3	<,0001		15,1	<,0001		15,0	<,0001		13,2	0,009	
Evolparticip 2000 2012					10,1	0,039		10,3	0,035				
EvolPRI 2000 2012								3,7	0,27				
"-2logV"		18630		11,7%	18521		12,2%	18516		12,2%	18375		12,9%
AIC		18634		11,7%	18525		12,2%	18520		12,2%	18391		12,8%
BIC		18637		11,7%	18528		12,2%	18523		12,2%	18403		12,8%

Carte 1: Pourcentage de voix de la gauche aux élections présidentielle de 2012 par municipale

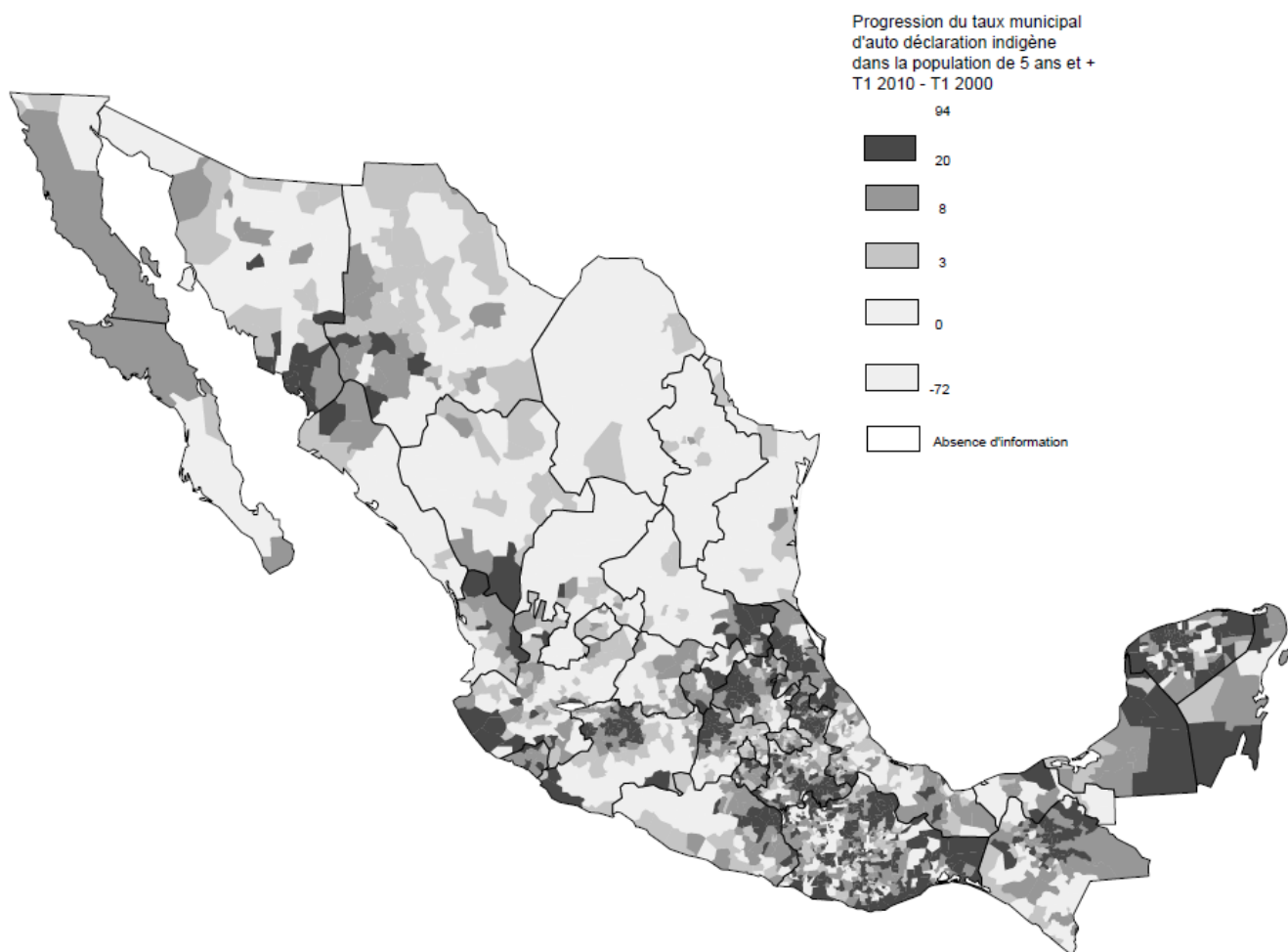


Source : Réalisation de l'auteur à partir des statistiques de l'Institut national électoral du Mexique.

Carte 2: Taux d'auto déclaration indigène dans la population totale de 5 ans et plus en 2010 par municipale



Source : Réalisation de l'auteur à partir des recensements de la population de l'Institut national de la statistique du Mexique (Inegi).



Source : Réalisation de l'auteur à partir des recensements de la population de l'Institut national de la statistique du Mexique (Inegi).